

BULLETIN DE L'ASSOCIATION

# COMMUNAUTÉ FRANCO - POLONAISE

N° 5

18 DEC. 1981

EDITION SPECIALE

"LA CRISE EN POLOGNE"

WSPOLNOTA  
POLSKO-FRANCUSKA

20, RUE LEGENDRE 75017 PARIS

## LA CRISE POLONAISE

La crise polonaise revêt un triple aspect :

- humanitaire,
- politique,
- économique.

Malgré l'imbrication de ces 3 aspects, il convient de les distinguer. La Communauté Franco-Polonaise précise qu'il faut à tout prix éviter la confusion entre une ingérence politique dans les affaires intérieures de la Pologne et une aide simplement humanitaire dans un contexte politique complexe.

### I - Aspect humanitaire

L'élan de solidarité française vis-à-vis des Polonais est exemplaire. Il n'est plus nécessaire de lancer des appels, car cette solidarité est maintenant spontanée et y participent aussi bien les autorités que d'innombrables associations s'appuyant sur la générosité des particuliers.

### II - Aspect politique

Il convient de rappeler que la situation politique actuelle est le résultat de l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale. Quand la Pologne a refusé de conclure un pacte avec l'Allemagne de Hitler en 1938, un accord secret fut signé entre Ribbentrop et Molotov à la suite duquel l'Armée Rouge envahit la Pologne. Les ponts ont été coupés.

Le rétablissement des relations a eu lieu en 1941 mais seule une partie de la population déportée en Russie 1939-1941 a pu trouver un salut grâce à l'Armée des Généraux SIKORSKI et ANDERS - armée qui n'a eu le temps que de se former et fut obligée de quitter le territoire soviétique (c'est cette armée qui se distingua par la suite lors de la campagne d'Italie).

Les autres qui n'ont pu rejoindre cette armée (comme le jeune déporté Jaruzelski) ont du se soumettre à une autre armée mise sur pied par les soviétiques eux-mêmes. A la fin des hostilités, c'est cette armée-là qui est rentrée en Pologne avec les Russes. Dans ces conditions les accords de Yalta du 11 fév. 1945, Conférence des Grandes Puissances (U.S.A., U.R.S.S. et Grande-Bretagne), n'ont pu être appliqués.

Les accords de Yalta qui devaient régler les problèmes des pays VAINCUS, et auxquels la France n'a pas participé, (Staline craignant que le Général de Gaulle n'accepterait pas, à juste titre d'ailleurs, certaines clauses concernant la Pologne qui était un ALLIE et non un pays VAINCU).

Rappelons le Chapitre 7 des accords de Yalta, qui traite spécialement de la Pologne. Il prévoyait la réorganisation du Gouvernement provisoire qui devait être élargit et "tenu de procéder aussitôt que possible à des élections libres et sans contraintes sur la base du suffrage universel et du scrutin secret". Tous les partis démocratiques devaient participer à ces élections et présenter des candidats. Il est intéressant de rappeler que suivant les décisions de la Conférence (Chapitre 2), même les pays satellites de l'Axe (Hongrie, Roumanie, Bulgarie) devaient avoir la possibilité de se doter d'institutions démocratiques de leurs choix, conformément aux principes de la Charte Atlantique qui accordait à tous les peuples le droit de choisir la forme du Gouvernement sous laquelle ils entendent vivre.

Or, ces élections libres en Pologne n'ont jamais eu lieu. Les décisions de la Conférence d'Helsinki ont confirmé les principes de liberté à tous les peuples d'Europe, mais sont restés lettre morte.

Il est plus que temps que, aussi bien les pays signataires des accords de Yalta, que ceux ayant signé les accords d'Helsinki exigent le respect de ces accords jamais dénoncés. Ce ne serait pas une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

La France n'ayant pas assisté aux accords de Yalta, nous demandons à notre Gouvernement de faire des démarches auprès de ses alliés signataires des accords de Yalta pour faire respecter la clause concernant les élections libres, même si elles ne doivent avoir lieu qu'avec une génération de retard.

III - Aspect économique

L'élan formidable de solidarité mondiale sur le plan humanitaire, indépendamment des problèmes politiques consécutifs aux accords de Yalta ci-dessus évoqués ne doivent pas empêcher de dévoiler les causes économiques profondes et directes de la situation critique actuelle.

La pénurie des articles de première nécessité en Pologne : vivres, articles d'hygiène, médicaments est confirmée par de nombreux témoignages et connue de tous.

Pendant, pour un Français moyen il est difficile de comprendre quelle en est la cause exacte ?

Ce grand élan de solidarité mondiale reconforte au plus haut degré les Polonais, mais en même temps il les peine énormément, car tout le monde sait que la Pologne était traditionnellement exportatrice de produits agricoles, elle est riche en ressources énergétiques notamment houillères, possède une industrie puissante et qui

soudainement nécessite une aide comme un pays sous-développé après avoir subi une calamité naturelle...

La prise du pouvoir par les militaires ne peut évidemment pas apporter une solution miracle dans le domaine économique. Chercher les responsables parmi les "éléments extrêmes de Solidarité" n'est pas plus convaincant que l'arrestation des responsables de la politique économique de l'équipe Gierek dont seule la corruption et l'incompétence n'ont pu provoquer quelques dizaines de milliards de dollars de la dette nationale...

M. Marian RAJSKI membre du POUP (Parti Communiste Polonais) dans une déclaration faite il y a quelques mois a osé parler de ce sujet "tabou", c'est-à-dire de la cause exacte de l'effondrement de l'économie polonaise et il a prévu que le pays se trouvera à la limite de ses possibilités biologiques...

Ces propos sont aujourd'hui d'une actualité brûlante.

COMMUNAUTE FRANCO-POLONAISE

Résumé de la déclaration de M. Marian RAJSKI sur l'effondrement de l'économie polonaise (Gdynia 15 mai 1981).

L'auteur se dit décidé à briser un tabou que tout le monde respecte, en dévoilant les vraies causes de l'effondrement de l'économie polonaise, que l'on cache au parti, au pays et au Monde.

Il commence par dire qu'il a été pendant 6-7 ans un partisan chaleureux de la politique économique de M. Gierek et qu'il n'en a pas honte, car selon lui, jusqu'à 1976, c'était une bonne politique.

Au 31.12.1975, la dette polonaise auprès des pays capitalistes (zone II des paiements dans la terminologie officielle polonaise) était de 3,8 milliards de dollars US, tandis qu'avec les pays socialistes (zone I) la Pologne avait un solde positif et qu'elle était capable de payer environ 3 milliards de dollars par an sans déséquilibrer son marché intérieur.

Telle étant sa vision de l'état de l'économie polonaise au début de 1976, l'auteur rejette les opinions courantes sur les causes de l'effondrement de cette économie (corruption, "volontarisme", décisions éronnées symbolisées par l'aciérie Katowice) lequel, à son avis, s'était produit en 1977.

A cet effondrement, il n'y a selon lui qu'une seule cause : le passage, en 1976, au rouble de transfert en tant qu'unité de compte dans les échanges avec l'URSS, ce qui permet à celle-ci d'établir l'équivalence 1 dollar US = 62 kopecks et d'avoir de la sorte des gains, qui sont autant de pertes pour la Pologne.

Selon l'auteur, l'histoire des rapports économiques entre la Pologne et l'URSS se présente comme suit : jusqu'en 1970, l'échange pratiqué avec la zone I était l'échange-clearing.

A partir de la XXVe session du Comecon consacrée à l'intégration économique socialiste (1971) l'URSS a voulu imposer l'utilisation du rouble de transfert mais les cadres du ministère polonais du commerce extérieur s'y sont opposés. Le pas suivant a été franchi pendant la visite à Varsovie de M. Kosyguine, en 1975, consacrée à la coordination des plans économiques de la Pologne et de l'URSS pour les années 1976 - 1980. Enfin, dernière étape, la Banque Internationale de Coopération du Comecon a commencé à fonctionner à partir de 1977.

Pendant la deuxième moitié des années 70, se succèdent à Varsovie les représentants des Ministères et des institutions soviétiques, qui signent les contrats avec leurs homologues polonais, ces contrats portent sur l'exportation vers l'URSS de différents produits polonais. Après chaque visite, disparaissent du marché intérieur les marchandises ou matières premières qui faisaient l'objet des contrats qu'on venait justement de conclure.

Ainsi la visite du ministre soviétique de l'énergie a provoqué des difficultés d'approvisionnement en charbon des centrales thermiques polonaises, celle du ministre de la santé a été à l'origine de la pénurie de médicaments, etc... En particulier, la Pologne a commencé à exporter le blé et la viande vers l'URSS après la visite du ministre soviétique de l'agriculture.

La croissance du commerce polono-soviétique était de 8,2 % par an entre 1966 et 1970, de 17 % par an entre 1970 et 1975 et elle devait atteindre 22 % par an entre 1976 et 1980. Cependant, la croissance des exportations vers l'URSS était donc de beaucoup supérieur à la production.

L'auteur illustre ses thèses par 16 exemples empruntés, chacun à la presse polonaise (il donne, pour chaque exemple, une référence). En voici quelques-uns :

- L'URSS est le plus grand destinataire des appareils à haute tension et des transformateurs produits en Pologne, elle a même cessé de les importer des pays capitalistes.
- Sur 60 mille systèmes de freinage montés par l'usine soviétique "Kamaz", 50 mille viennent de Pologne.
- En 1975-1976, l'URSS a multiplié par trois ses achats d'équipement minier en Pologne.
- L'exportation des wagons des usines Cegielski vers l'URSS s'est accrue, en 1976 - 1980 de 60 %.
- L'entreprise "Zastal" a exporté en URSS 92 mille wagons sur les 130 mille qu'elle a fabriqués.
- L'URSS n'achète plus de téléphones dans les pays capitalistes car elle les importe de Pologne (5 millions de pièces).
- La Pologne vend à l'URSS des navires à crédit (payables en 10-15 ans) et en même temps, achète leur équipement et même d'autres navires payant le tout au comptant et en devises.

- dans les excavatrices et autres machines produites par "Bumar", plusieurs composantes sont payées par la Pologne en devises fortes, que les Soviétiques payent en roubles de transfert.

- l'URSS est le principal client de l'usine des moteurs d'avions à Rzeszow, qui en produit 15 mille par an.

Ces exemples sont choisis d'une liste où on en trouve des milliers, la production de plusieurs centaines d'entreprises industrielles étant exportée jusqu'à 90 % vers l'URSS. Ces exportations ne sont pas compensées par les 9 millions de tonnes de minerai de fer et les 13 millions de Tonnes de pétrole brut qui en sont importées.

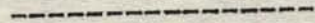
L'auteur évalue les pertes de la Pologne au titre de cet échange inégal à 6 Milliards de dollars par an. En fait, selon l'auteur, ce déséquilibre de la balance commerciale, est le résultat de la dette contractée par la Pologne auprès des pays occidentaux pour l'achat d'équipements (en devises fortes), équipements qui sont revendus à l'URSS en roubles de transfert. A quoi servent ces roubles ? L'auteur affirme qu'ils servent surtout à l'achat par la Pologne d'armes et de matériel d'équipement divers ainsi qu'au financement de l'aide militaire aux divers alliés de l'URSS.

Ainsi, la Pologne est un des principaux exportateurs des chars au monde. A elle seule, l'aide militaire et économique à l'Egypte à la fin des années soixante à coûté à la Pologne environ 2 Milliards de dollars, qui n'ont jamais été remboursés. Si les chars (un million de dollars pièce) sont expédiés en Angola, en Ethiopie, au Vietnam ou Cuba, le résultat pourra être identique.

L'Indonésie paiera dans quelques dizaines d'années seulement les sucreries, les stations de radiolocation et les stations de radio construites par la Pologne, l'Inde a reçu l'équipement de 4 mines de charbon, deux dans le cadre de l'aide, et deux à crédit payables dans 25 ans.

L'auteur termine par un appel au IXe Congrès du parti pour qu'il ait le courage de s'attaquer aux problèmes réels du commerce polono-soviétique.

Le texte intégral en polonais a été publié dans : "Kultura" (Paris) n°11/410 Novembre 81, p.146-158.



Communiqué de la Communauté Franco-Polonaise

---

Il ne faut aucun doute que la proclamation de l'état d'urgence en Pologne résulte de la pression de l'U.R.S.S. Cette pression s'est exercée publiquement depuis Août 1980, par des communiqués qui montrent à l'évidence qu'il n'y a jamais, en Pologne, d'affaire intérieure qui ne soit, aux yeux de l'U.R.S.S. liée à ses intérêts propres, économiques, idéologiques et militaires.

Il ne fait aucun doute que le général Jaruzelski a accepté d'être la main polonaise, que l'U.R.S.S. recherche depuis dix huit mois pour stopper le processus de démocratisation de la vie intérieure, engagé par la colonté des Polonais. Seules l'indifférence, la lâcheté ou l'esprit de démission peuvent amener l'opinion internationale à faire semblant de croire à "l'affaire intérieure polonaise".

Jaruzelski prétend agir au nom de l'unité nationale soi-disant menacée. Pourtant, ni ses diplomates, ni ses fonctionnaires ne sont capables de définir avec précision en quoi consiste la menace. Januzelski brandit depuis longtemps les symboles de l'unité nationale : armée nationale, drapeau national, dialogue avec l'Eglise Polonaise, dialogue avec les éléments "sains" de Solidarité. Il vise donc l'établissement en Pologne d'un nouvel ordre qui serait une sorte de "fascisme rouge". Pour réaliser ce but, il ferme le pays, emprisonne ceux qui se sont engagés résolument dans Solidarité, fait couler le sang et terrorise par les chars l'ensemble de la population polonaise.

La COMMUNAUTE FRANCO-POLONAISE lance un appel à tous ses membres et sympathisants, Français d'origine polonaise, à toute la Communauté française, afin que tous se mobilisent dans leurs partis, dans leurs syndicats, dans toutes les associations d'aide à Solidarité déjà existante. Il faut que tous s'organisent à l'échelon de leur commune, de leur quartier, de leur lieu de travail, de façon cohérente et unitaire, afin de développer l'indispensable sensibilisation des esprits, et de participer aux aides matérielles et morales qui sont mises en place. Il faut empêcher, par la pression de l'opinion publique internationale, que des Polonais soient massacrés ou emprisonnés, que tous les Polonais soient terrorisés et coupés du Monde.

Paris 18.12.81

Bureau de la Communauté  
Franco-Polonaise

## K R O N I K A

---

W związku z wydarzeniami w Polsce uznaliśmy za konieczne przyspieszenie wydania n° 5 naszego BIULETYNU. Pierwsza jego część jest naturalnie przeznaczona głównie do użytku zewnętrznego i została rozdana na nadzwyczajnym zebraniu RADY WSPÓLNOTY w sobotę 19-go grudnia 1981.

Część polską ograniczamy do paru informacji i do reprodukcji artykułu naszego członka podpisanego "Piotrus" a ogłoszonego w dzienniku "Narodowiec". Sytuacja obecna tezom polemiki nadaje specjalny wyraz.

Deklaracja Mariana RAJSKIEGO ukazała się *in extenso* w n° 11 - z listopada 1981 "Kultury" oraz w "Narodowcu".

N° 4 BIULETYNU z wrześniem 1981 zawierający materiały dotyczące 3-go UNIwersytetu Letniego W.P.F. wysyłamy na żądanie.

Resztę materiału przygotowanego do n°5, całą część sprawozdawczą dotyczącą działalności WSPÓLNOTY, jej udziału w różnych manifestacjach i zebraniach (m.in. w zebraniu RADY POLONII ŚWIATOWEJ w Rzymie 6-11 listopada) zamieścimy w n° 6 BIULETYNU w styczniu 1982

### WALNE ZEBRANIE W.P.F. - 29-go listopada 1981

Podajemy skład nowo wybranego Zarządu:

Trezes prof. Henri ADAMCZEWSKI

V. Prezes Barbara HEDOIN

" dr Stefan LEGIERSKI

Skarbnik Jerzy BRODZKI

Sekretarz Gen. Janusz DERYNG

zastępcza Sekr. Gen. Bożena HURT

Komisja Rewizyjna:

Richard PTASZYŃSKI

Anne SEMKOW

Teofil JURKIEWICZ

Sprawozdanie dotyczące programu prac oraz poprawek statutowych podamy w najbliższym numerze.

Z okazji Świąt Bożego Narodzenia Zarząd W.P.F. składa najlepsze życzenia wszystkim członkom i sympatykom.

24. XII. 1981



PIOTR, PIERRE, PETROV, i PIOTRUS

W przeddzień przyjęcia Lecha Wałęsy przez Preiera Francji p. Pierre Mauroy, na łamach paryskiego dziennika Le Monde ukazał się osobliwy artykuł. Podpisany przez Piotra D. o nic nie mówiącym tu nazwisku który został przez redakcję przedstawiony tylko jako "obywatel polski". Sam autor wyjaśnia że nie jest, ani nie był członkiem Partii, nie występował z Solidarności (choć nie wiadomo czy kiedykolwiek do niej wstępował), godzi się aby być uważanym za "fałszywego Polaka", który "podaje się do dymisji z "Polskiej Odnowy" w formie w jaką zaczyna się ją ubierać. Jeśli Piotr jest skomplikowaną istotą tak jak się sam przedstawia, nie bardzo wiadomo do kogo się zwraca: tytuł artykułu "List do współrodaków" nie jest bardzo przekonujący. Po zapoznaniu się z tezami Piotra wydaje się że równie dobrze - mogły być one podpisane przez "Petrova" (jak wiadomo jest to pseudonim rzecznika do spraw polskich Moskiewskiej Prawdy) a przeznaczone są widocznie dla nastawienia opinii międzynarodowych czynników francuskich, -własnie przyjmujących delegacje Solidarności.

Jakież to są "cztery prawdy w oczy" które Piotr wkłada czytelnikom "łopata do głowy"?

A więc po pierwsze : - tak jak ekipa megalomanów z Gierkiem na czele nie mogła w ciągu lat 10-ciu stworzyć z Polski mocarstwa przemysłowego lecz doprowadziła ją do ruiny - tak niewykonalnym jest w ciągu roku przekształcenie Polski w model demokracji, a taki zamiar może tylko uwikłać ją w awanturę.

po drugie, - jeśli do r.1943 polityka sowiecka dążyła do likwidacji Polski, to w roku tym Stalin zmienił zdanie. Zaprzęgnął Polski silnej i przyjaznej, aby mieć z niej stalową zaporę przed niebezpieczeństwem z Zachodu. Wywalczył więc dla niej w Teheranie, Jałcie i Poczdamie nową granicę na Odrze i Nysie, a w międzyczasie aby Polska była Rosji przyjazna... pozwolił Niemcom w r.1944 zlikwidować Powstanie Warszawskie. Obecnie Kongres Solidarności w Gdańsku parł do konfliktu z dwoma dziedzicznymi wrogami Polski: Prusami i Rosją. Tak oto do bankructwa gospodarczego dochodzi utrata przez Polskę równowagi politycznej, a więc w wypadku konfliktu Rosji z Zachodem Polska przestaje być ową 'stalową zaporę' wymarzoną przez Stalina. Istnienie Polski staje się dla Moskwy z powrotem politycznie i strategicznie bezprzedmiotowe. Czy ZSRR może zresztą tolerować polskie prowokacje bezczeszczenia pomników sowieckich żołnierzy, lub nprz. usiłowanie usunięcia sowieckiego czołgu, który został dodany do pomnika na Westerplatte? Cóż może powstrzymać jeszcze Kreml od powrotu do koncepcji zniszczenia na zawsze Państwa Polskiego, które stało się wyraźnie nieprzyjazne?

po trzecie, - jeśli Polska przygotowuje wojnę to przecież widoki klęski są jeszcze większe niż w r.1939. Polska dziś dosłownie zdycha z głodu, a jej uzbrojenie zależy wyłącznie od Sowietów. Na pomoc z Zachodu wogóle niema co liczyć. Zresztą Rosjanie nie potrzebują oddać jednego wystrzału aby rzuć Polskę na kolana, co stanie się dzieciną igraszką gdy w Warszawie będzie 20° mrozu. Polska bowiem zależy ekonomicznie od Sowietów...

po czwarte, -Solidarność łamie punkt 2 pierwszej części swobodnie zawartej umowy gdańskiej, uznającej przewodnią rolę P.Z.P.R. i zgodę na utrzymanie obowiązujących sojuszy. Prawdą jest że i rząd nie dotrzymuje punktu 2 drugiej części umowy, dotyczącego dostępu do środków masowego przekazu, ale nie jest to w żadnym wypadku uzasadnieniem nie przestrzegania tego punktu części pierwszej. Niemniej dziś, ekstremiści Solidarności rewindykują dla związku zawodowego rolę 'ruchu społecznego'. Wreszcie Solidarność uchwała apel do tworzenia niezależnych związków zawodowych w krajach socjalistycznych, - czego naturalnie należało by sobie "zyczyć i było by to nawet wspaniale (jak przymilnie komentuje Piotr) gdyby Związek Sowiecki nie uważał tego za akt wrogi, który w innym kontekście daje się porównać do akcji Bolszewików nawołujących do Rewolucji pod koniec 1-szej Wojny Światowej w krajach dawnych aliantów Rosji...

x

x

x

Jeśli artykuł Piotra był przeznaczony dla Pierre Mauroy, Premiera Francji, aby wytłumaczył rzecz Lechowi Wałęsie, to można być pewnym że nie spełnił zamierzonego zadania. Można się jednak zastanowić w jakim stopniu te wywody odzwierciedlają i stanowisko Redakcji 'Le Monde' który niejednokrotnie zabiera głos w sprawach polskich, m.in. w artykułach A. Fontaine. Warto więc przedstawić inny punkt widzenia.

Odpowiadając na 'cztery prawdy' Piotra należy postawić cztery pytania.

po pierwsze, - czyż sowieccy przyjaciele Polski, może za pośrednictwem Komekomu, nie byli w stanie przeciwstawić się megalomańskiej polityce ekonomicznej ekipy Gierka? A może ponoszą za nią współodpowiedzialność? Trudno jest też odpowiedzieć na wysuwane niekiedy zarzuty że z polityki Gierka korzystały i inne kraje socjalistyczne ze Związkiem Sowieckim na czele, co właśnie doprowadzić miało do katastrofy? Trzeba by uzyskać wprzód ujawnienie danych statystycznych dotyczących całokształtu handlu zagranicznego PRL i polityki kredytowej.

Co do 'prawdy' na temat niemożliwości wprowadzenia w Polsce w ciągu krótkiego czasu demokracji, w każdym razie należało by mówić o jej przywróceniu i dodać że ostatni rok dał tylko dowód jak tradycje te są żywe, bo przecież właśnie sa one najstarsze w tym rejonie Świata i łatwiej było je wskrzesić, niż komukolwiek mogło się wydawać.

po drugie, - czyż prawda o stosunkach polsko-sowieckich nie wygląda nieco inaczej? Niezależnie od rozmaitych zarzutów jakie swoi i obcy mogą robić reżymowi polskiemu sprzed r.1939, czyż za jedno Związek Sowiecki nie powinien Polsce być wdzięczny: że nie poszedł na pakt z hitlerowskimi Niemcami przeciwko ZSRR, który wspólnemu atakowi prawdopodobnie by uległ? Czyż warunki przyjaźni jakie postawił Stalin w r.1943 nie doprowadziły do spotęgowania zupełnie przeciwnych nastrojów polskiego narodu? Nastrojów anty-sowieckich i antyrosyjskich jakich chyba w tym stopniu nigdy nie było od czasów założenia Moskwy? Czyż właśnie teraz gdy Rosja jest zagrożona w dalszej perspektywie raczej na Syberii nie nadarza się okazja aby postawić stosunki polsko-rosyjskie na innej płaszczyźnie niż dotychczas? Wszystkie dotychczasowe okazje historyczne były marnowane a obracały się nie tylko przeciwko Polsce, ale też przeciwko Rosji i przeciwko ZSRR...

Wobec formy 'przyjazni' narzuconej przez Stalina, liczenie na Polskę jako na 'stalową zaporę' było zwykłą iluzją. Natomiast może lepszą zaporą była by Polska wolna i demokratyczna, która by na żadną awanturę nie poszła, (tak jak nie poszła Polska 1939)-dzisiaj mając nietylko doświadczenia wojenne z Niemcami, ale również ze swymi byłymi Sojusznikami którzy ją w Teheranie i Jalcie politycznie ppuscili oraz przeciwstawiali się definitywnemu uznaniu programu granicy na Odrze i Nysie ? (prócz Francji).

po trzecie, - z insynuacją że naród polski pragnie wojny czy z 'Prusami' (1) czy z Rosją nie warto polemizować. Faktem natomiast jest że tak samo dzis wojny nie chce Polska co wszystkie bez wyjątku narody Związku Sowieckiego.

Pozatym Polska nieczuła jest na prowokację, a sprowokować, padnięcia Polski na kolana, nawet przy 20° mrozie w Warszawie popro-  
stu się nie da czego udawadniać nie potrzeba. Chyba próbować tego Rosji się nie opłaci.

po czwarte, - przewodnicząca rola Partii Komunistycznej w Polsce jest niestety (dla tejże Partii i dla Związku Sowieckiego) -tylko marzeniem. Czyż gdyby Partia rzeczywiście odgrywała taką rolę, trzeba by to uroczyście i przy każdej okazji 'potwierdzać' ? Każdy wie, nie tylko w Polsce lecz i w Moskwie że tak nie jest. A może właśnie w Polsce i to Solidarności zależy na tym aby był rząd, który sprawnie spełniał by swą rolę a są tacy co wierzą ze sprawną Partia Komunistyczna też dziś Polsce mogła się przydać ?

Co więcej 'polska droga' do rozwiązywania stale narastających napięć, społeczno-ekonomicznych, mogłaby się bardzo przydać i innym krajom 'bloku socjalistycznego' a w szczególności samemu Związkowi Sowieckiemu.

Wydaje się że nadszedł najwyższy czas aby 'prawdy Piotra' czy też Petrova poddać gruntownej rewizji. I nie wywoływać upiółów historii, bo te mogą, nie tylko we Francji, ale na całym Świecie wywołać reakcje jakie napewno nie leżą w interesie Związku Sowieckiego.

Piotrus

22.10.81

SOCIALISME SANS ADJECTIF

Au Congrès de Solidarité au mois de Septembre dernier, le Professeur Edouard LIPINSKI (93 ans) militant socialiste depuis 1906 a fait une déclaration qu'il n'est pas trop tard de reproduire.

Selon lui, "Comment l'armée pouvait-elle défendre le socialisme ? En tirant sur la population ? Pourtant la défense du socialisme est une question de principe, de théorie, d'opinion politique".

"Le socialisme devait être une meilleure économie que celle de la société capitaliste, elle devait représenter une plus grande liberté et la libération de la classe ouvrière".

"Le socialisme devait être la création des conditions dans lesquelles chaque homme pouvait se développer sans contrainte et avoir accès aux trésors de la civilisation".

En réalité, on a créé en Pologne au nom du "socialisme" une économie inefficace d'incompétence et de gaspillage, un système qui n'a pas seulement conduit à une crise, mais à une catastrophe sans égal depuis cent ou deux cents ans.

"Faut-il penser au Cambodge où le régime socialiste a fusillé 3 1/2 Millions d'hommes, pour défendre ce socialisme-là ? Ce socialisme des prisons, de la censure et de la police, ce socialisme-là nous a détruits durant plus de trente années, comme il a détruit d'autres nations".

"Pourtant le socialisme devait être la lutte pour une économie démocratique, pour une propriété collective des moyens de production -non pas la propriété étatique, mais la propriété sociale des moyens de production".

"Le socialisme devait être une lutte pour la gestion démocratique des usines, pour les libertés politiques qui sont le but de tout socialisme, pour l'abolition de la censure, pour la possibilité de développer pleinement la nation polonaise".

"Ce n'est pas "Solidarité" qui représente les forces anti-socialistes et contre-révolutionnaires, mais c'est LEUR socialisme qui est contre-révolutionnaire et anti-socialiste !!!"